

Dr. Joanna Siekiera, « Entre culture juridique et conscience juridique - Le droit international dans sa diversité », Les Univers de SIETAR France, Juin 10 2023; (Traduction Dr. Lidia M. Wiśniewska)

*Bonjour mesdames et messieurs! C'est pour moi un grand honneur et un privilège d'être ici parmi vous et de pouvoir présenter quelques-unes de mes réflexions. Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude au Prof. Grazia GHELLINI pour l'organisation de "les Univers de SIETAR France", ainsi qu'au Dr. Lidia Wiśniewska pour m'avoir invité à cet événement honorable. Je suis également fier d'être l'Ambassadeur diversophy, agissant pour le compte de diversophy rapprochant des professionnels de cultures diverses.

Mon sujet d'aujourd'hui explore la relation complexe entre la **culture juridique** et la **conscience juridique** dans le contexte du droit international. Reconnaisant la diversité des systèmes juridiques à travers le monde, nous nous penchons sur les dimensions multiples qui façonnent les cultures juridiques et influencent la conscience juridique des individus. En mettant l'accent sur le public interculturel ici à Paris, en France, nous visons à favoriser une compréhension plus profonde des complexités du droit international et à mettre en lumière les défis et les opportunités présentés par sa diversité.

Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté, l'importance du droit international a augmenté de façon exponentielle. Le droit international englobe un vaste éventail de systèmes juridiques, de normes et de principes qui régissent les interactions **entre les États, les organisations internationales, d'autres acteurs** non étatiques de plus en plus influent, et nous - individus.

La culture juridique est la lentille à travers laquelle nous percevons. Elle constitue un aspect fondamental de tout système juridique, servant de lentille à travers laquelle les individus perçoivent et interprètent la loi. Nous explorons le concept de culture juridique, en soulignant ses dimensions variées, y compris les facteurs historiques, sociaux, économiques et politiques. En reconnaissant la diversité des cultures juridiques à l'échelle mondiale, nous acquérons une meilleure appréciation de la nature multiforme du droit international et de son impact sur différentes sociétés.

La culture juridique fait référence aux croyances, valeurs, normes écrites et coutumes orales partagées, ainsi qu'aux pratiques qui façonnent le système juridique et influencent le comportement et les perceptions des individus au sein d'une communauté juridique particulière (région interétatique, comme une région en France, voïvodie en Pologne, un État aux États-Unis, un canton en Suisse, etc.).

Voici cinq définitions supplémentaires de la culture juridique fournies par des juristes que je voudrais citer :

"La culture juridique fait référence aux compréhensions et aux attentes socialement partagées qui façonnent les attitudes, le comportement et les actions des acteurs juridiques au sein d'un système juridique donné. Elle englobe non seulement les règles juridiques formelles, mais aussi les normes et pratiques informelles qui influencent le fonctionnement de la Système légal." (David Nelken, « Comparaison des cultures juridiques », 1997).

"La culture juridique comprend les mentalités, les habitudes et les attitudes collectives envers le droit et les institutions juridiques au sein d'une société. Elle reflète les facteurs historiques, sociaux, économiques et politiques qui ont façonné le système juridique et sa réception par le peuple." (John Henry Merryman, "La tradition du droit civil : une introduction aux systèmes juridiques d'Europe et d'Amérique latine", 2007).

"La culture juridique est un système de valeurs, de croyances et de normes partagées par les professionnels du droit et la société au sens large, qui influence l'interprétation et l'application de la loi. Elle englobe les attitudes envers la justice, l'équité et le rôle de la loi dans le règlement des différends. " (Maurice Adams, « La culture juridique à l'ère de la mondialisation : Amérique latine et Europe latine », 2003).

"La culture juridique représente la conscience collective d'une société concernant le rôle et la fonction du droit. Elle façonne les attentes et les perceptions des individus envers le système juridique et influence leur comportement en matière juridique." (David Schiff et Robert S. Summers, « Herméneutique juridique : histoire, théorie et pratique », 2017).

Ces définitions mettent en évidence la nature complexe de la culture juridique et son influence sur les systèmes juridiques, les acteurs juridiques et la société au sens large. Pourtant, la culture juridique ne se limite pas aux règles juridiques formelles, mais englobe des valeurs et des normes sociétales plus larges qui façonnent la compréhension et l'application de la loi. Exemple ? Que fait-on lorsqu'il y a un feu rouge sur un passage piéton ? Au Royaume-Uni, nous traversons sauf si c'est dangereux, en Pologne, nous nous arrêtons, car la police entrera et nous facturera des frais élevés. Dans certains pays, le mariage homosexuel est autorisé, alors que dans d'autres il est codifié par le code pénal avec même la peine capitale.

La conscience juridique fait référence à la conscience, aux croyances et aux attitudes des individus envers la loi. Nous nous penchons sur la formation et le développement de la conscience juridique, en examinant comment les expériences personnelles, l'éducation, les médias et les normes sociales façonnent les perceptions individuelles du droit international. En comprenant les subtilités de la conscience juridique, nous pouvons mieux comprendre comment le droit international fonctionne ou ne fonctionne pas dans diverses cultures juridiques.

La conscience juridique englobe la façon dont les individus perçoivent et interprètent la loi, leurs attitudes envers les autorités judiciaires (pas seulement les juges et les avocats, mais aussi les représentants démocratiquement élus) et leur sens des droits et des obligations au sein d'un système juridique ("Devrais-je?", "Pourrais-je moi ?", "Qu'est-ce que je peux faire à l'État ? Versus Qu'est-ce que mon État peut faire pour moi ?"). Ici, je voudrais partager avec vous trois définitions de la conscience juridique fournies par les juristes :

"La conscience juridique fait référence à la manière dont les individus comprennent, interprètent et intériorisent la loi. Elle englobe leurs connaissances, leurs attitudes et leurs perceptions de la légitimité et de l'efficacité des institutions juridiques." (Sally Engle Merry, "Obtenir justice et se venger : la conscience juridique parmi les Américains de la classe ouvrière", 2016).

"La conscience juridique représente la relation cognitive et affective d'un individu avec la loi. Elle comprend sa connaissance des règles juridiques, ses croyances quant à l'équité et à l'efficacité du système juridique, ainsi que son sentiment de droit et d'autonomisation dans le cadre juridique." (Austin Sarat et Patricia Ewick, "Le lieu commun du droit : Histoires de la vie quotidienne", 1998).

"La conscience juridique fait référence à la construction sociale des significations et des interprétations juridiques par les individus. Elle englobe les façons dont les gens comprennent et naviguent dans le droit dans leur vie quotidienne, en tenant compte de leurs identités sociales, de leurs expériences et de leurs contextes culturels." (Bronwen Morgan et Karen Yeung, « Une introduction au droit et à la réglementation : texte et documents », 2007).

Ces définitions mettent l'accent sur la compréhension et les expériences subjectives (!) de l'individu avec la loi (« Je perçois toujours des amendes de stationnement » par opposition à « Responsabilité sociale des entreprises par le biais d'impôts élevés »). La conscience juridique va au-delà de la simple connaissance des règles juridiques et intègre les perceptions individuelles de la justice, de l'équité et du rôle du droit

dans la société. Il reconnaît les facteurs sociaux, culturels et personnels (les nôtres !) qui façonnent la façon dont les individus interagissent avec le système juridique et lui donnent un sens.

Certes, la diversité des systèmes juridiques présente à la fois des défis et des opportunités dans le domaine du droit international. Il existe des défis découlant de cultures juridiques conflictuelles, telles que des différences dans la terminologie juridique, l'interprétation et l'application (parfois, je ne serai pas naïf et dirai que ces différences ont été utilisées à des fins politiques à travers l'histoire jusqu'à nos jours). Pourtant, il y a les avantages potentiels que la diversité apporte, y compris l'enrichissement des principes juridiques, le dialogue interculturel et la promotion de la compréhension interculturelle (qu'est-ce qu'un « x » est sacré dans cette culture juridique, alors qu'un autre est maudit ?).

Enfin, quelques mots sur ma discipline bien-aimée du droit, le droit international - bien que certains avocats me taquent toujours et disent qu'il n'y a rien de tel que le "droit international". Pourquoi?

Eh bien, le droit international est un ensemble de règles écrites et de principes oraux convenus qui régissent les relations et les interactions entre les États souverains - qui restent les principaux acteurs et fondateurs de ces normes juridiques internationales, des organisations internationales et parfois des individus (comme dans l'exemple de l'Union européenne et sa compétence juridique sur nous, citoyens européens). Il s'agit d'un système de droit qui opère au niveau mondial (traités universels, tels que la Charte des Nations Unies) ou régional (Ligue arabe, ASEAN, etc.) et traite de questions qui transcendent les frontières nationales. Le droit international englobe divers domaines, notamment les relations diplomatiques, les droits de l'homme, les conflits armés (mon travail pour l'OTAN et d'autres institutions militaires), le commerce, la protection de l'environnement, etc.

Bien que le droit international partage certaines similitudes avec le droit national, il existe des différences essentielles entre les deux :

Portée et application :

Droit international : s'applique aux interactions entre les États et, dans certains cas, les individus au sein de la communauté internationale. Elle régit la conduite des États et fournit un cadre pour le règlement des différends entre eux.

Loi nationale : elle s'applique à l'intérieur des frontières d'un pays spécifique. Il régit le comportement des individus, des organisations et la relation entre l'État et ses

citoyens - en raison du principe primordial du droit international (toujours dans l'ordre westphalien), étant le principe de souveraineté.

Sources de droit:

Droit international : découle de diverses sources, y compris les traités, le droit international coutumier, les principes généraux du droit reconnus par les nations et les décisions judiciaires des cours et tribunaux internationaux. Loi nationale : découle de la constitution, de la législation promulguée par la législature nationale, des règlements émis par les organes exécutifs et des décisions judiciaires, et bien sûr des traités internationaux ratifiés qui sont ensuite mis en œuvre dans l'ordre national. Chaque pays a son propre système juridique, qui peut varier en termes de sources et de hiérarchie des lois.

Mécanismes d'application :

Droit International : Ils reposent avant tout sur le consentement des États, car il n'y a pas de « sanction » comme élément d'une norme, contrairement à une norme nationale avec une hypothèse, une disposition et une sanction. Les différends sont souvent résolus par un traité distinct, par des moyens diplomatiques ou en ayant recours aux cours et tribunaux internationaux. Cependant, l'application peut être difficile en raison du principe susmentionné de la souveraineté de l'État et de l'absence d'une autorité exécutive centrale.

Loi nationale : est appliquée par les systèmes juridiques nationaux, qui ont mis en place des tribunaux, des organismes chargés de l'application de la loi et des mécanismes de mise en œuvre et d'application des lois. Des sanctions, des amendes, des peines d'emprisonnement et d'autres recours juridiques sont utilisés pour assurer le respect des lois nationales.

Enfin, parlons de la promotion du dialogue interculturel et de la compréhension juridique :

Pour naviguer dans les complexités de la diversité du droit international, il est en effet crucial de favoriser le dialogue interculturel et la compréhension juridique. C'est ma mission personnelle et professionnelle de sensibiliser les gens aux différentes cultures juridiques pour le bénéfice de nous tous en temps de paix et en temps de guerre. Ainsi, je suis ici parmi un public aussi honorable qui promeut une plus grande sensibilisation et un engagement envers le droit international parmi le public interculturel à Paris. Ce que je fais et ce que peut être faire de plus comprend des initiatives éducatives, des programmes d'échanges culturels et des forums

juridiques interculturels, qui peuvent faciliter l'apprentissage interculturel, promouvoir l'harmonisation juridique et renforcer la conscience juridique.

Conclusion

Le droit international, compte tenu de sa faiblesse et de ses lacunes, avec ses diverses cultures juridiques et ses multiples dimensions, pose à la fois des défis et des opportunités pour les individus et les sociétés du monde entier. Reconnaître l'interaction entre la culture juridique et la conscience juridique est donc extrêmement essentiel pour naviguer efficacement dans ces complexités. En favorisant le dialogue interculturel et en promouvant la compréhension juridique, nous pouvons renforcer la coopération et tracer la voie vers un cadre juridique international plus harmonieux et inclusif. Alors que vous, Mesdames et Messieurs - le public interculturel ici à Paris, France - embrassez la diversité du droit international, nous pouvons ensemble créer un monde plus juste et interconnecté.

English Version

Dr. Joanna Siekiera, "Between Legal Culture and Legal Consciousness - International Law in Its Diversity", Les Univers de SIETAR France, Paris, 10th June 2023

*Good morning, Ladies and Gentlemen! It is my biggest honor and privilege to stand here among you and be able to present a few thoughts of mine. I would like to express my deepest gratitude to Prof. Grazia GHELLINI for organizing "les Univers de Sietar France", as well as to Dr. Lidia M. Wiśniewska for inviting me to this honorable event. I am proud to be the Diversophy Ambassador, too, acting on behalf of the Diversophy organization bringing closer professionals from various cultures.

My today's topic explores the intricate relationship between legal culture and legal consciousness in the context of international law. Recognizing the diverse nature of legal systems across the globe, we delve into the multifaceted dimensions that shape legal cultures and influence individuals' legal consciousness. With a focus on the intercultural audience here in Paris, France, we aim to foster a deeper

understanding of international law's complexities and shed light on the challenges and opportunities presented by its diversity.

*As the world becomes increasingly interconnected, the significance of international law has grown exponentially. International law encompasses a vast array of legal systems, norms, and principles that govern the interactions between states, international organizations, other non-state actors gaining more and more influence, and us- individuals.

Legal culture is the Lens through Which We Perceive. It constitutes a fundamental aspect of any legal system, serving as a lens through which individuals perceive and interpret the law. We explore the concept of legal culture, highlighting its varied dimensions, including historical, social, economic, and political factors. By acknowledging the diversity of legal cultures globally, we gain a deeper appreciation for the multifaceted nature of international law and its impact on different societies.

Legal culture refers to the shared beliefs, values, written norms and oral customs, and practices that shape the legal system and influence the behavior and perceptions of individuals within a particular legal community (interstate region, like a region in France, voivodship in Poland, a state in the USA, a canton in Switzerland, and so on). Here are five additional definitions of legal culture provided by legal scholars I would like to quote:

"Legal culture encompasses the fundamental assumptions, values, and practices that constitute a society's legal system. It includes the way the law is created, interpreted, enforced, and perceived by the members of that society."

(Michael J. Broyde and Mark A. Goldfeder, "Law and Religion: A Reader," 2017)

"Legal culture refers to the socially shared understandings and expectations that shape the attitudes, behavior, and actions of legal actors within a given legal system. It encompasses not only the formal legal rules but also the informal norms and practices that influence the operation of the legal system."

(David Nelken, "Comparing Legal Cultures," 1997)

"Legal culture comprises the collective mentalities, habits, and attitudes toward law and legal institutions within a society. It reflects the historical, social, economic, and political factors that have shaped the legal system and its reception by the people."

(John Henry Merryman, "The Civil Law Tradition: An Introduction to the Legal Systems of Europe and Latin America," 2007)

"Legal culture is a system of values, beliefs, and norms shared by legal professionals and the broader society, which influences the interpretation and application of the law. It encompasses the attitudes towards justice, fairness, and the role of law in resolving disputes."

(Maurice Adams, "Legal Culture in the Age of Globalization: Latin America and Latin Europe," 2003)

"Legal culture represents the collective consciousness of a society concerning the role and function of law. It shapes the expectations and perceptions of individuals towards the legal system and influences their behavior in legal matters."

(David Schiff and Robert S. Summers, "Legal Hermeneutics: History, Theory, and Practice," 2017)

These definitions highlight the complex nature of legal culture and its influence on legal systems, legal actors, and the wider society. Yet, legal culture is not limited to formal legal rules but encompasses broader societal values and norms that shape the understanding and application of the law. Example? What do we do when there is a red light on a pedestrian crossing? In the UK, we cross unless it is dangerous, in Poland, we stop, as the Police will enter and give us an expensive fee. In some countries, same-sex marriages are allowed, while in others it is codified by the penal code with even a capital punishment.

*Legal consciousness refers to the awareness, beliefs, and attitudes individuals hold toward the law. We delve into the formation and development of legal

consciousness, examining how personal experiences, education, media, and social norms shape individuals' perceptions of international law. By understanding the intricacies of legal consciousness, we can better comprehend how international law works/or does not work in various legal cultures.

Legal consciousness encompasses how individuals perceive and interpret the law, their attitudes towards legal authorities (not only judges and lawyers, but also democratically elected representatives), and their sense of rights and obligations within a legal system ("Should I?", "Could I?", "What can I do to the state? Versus What my state can do for me?"). Here I would like to share with you three definitions of legal consciousness provided by legal scholars:

"Legal consciousness refers to the ways in which individuals understand, interpret, and internalize the law. It encompasses their knowledge, attitudes, and their perceptions of the legitimacy and effectiveness of legal institutions."

(Sally Engle Merry, "Getting Justice and Getting Even: Legal Consciousness among Working-Class Americans," 2016)

"Legal consciousness represents an individual's cognitive and affective relationship with the law. It includes their awareness of legal rules, their beliefs about the fairness and efficacy of the legal system, and their sense of entitlement and empowerment within the legal framework."

(Austin Sarat and Patricia Ewick, "The Common Place of Law: Stories from Everyday Life," 1998)

"Legal consciousness refers to the social construction of legal meanings and interpretations by individuals. It encompasses the ways in which people understand and navigate the law in their everyday lives, taking into account their social identities, experiences, and cultural contexts." (Bronwen Morgan and Karen Yeung, "An Introduction to Law and Regulation: Text and Materials," 2007)

These definitions emphasize the individual's subjective (!) understanding and experiences with the law (“I always collect parking fines” versus “Social responsibility of business through high taxes”). Legal consciousness goes beyond mere knowledge of legal rules and incorporates individuals' perceptions of justice, fairness, and the role of law in society. It acknowledges the social, cultural, and personal (our own!) factors that shape how individuals engage with and make sense of the legal system.

*Certainly, the diversity of legal systems presents both challenges and opportunities in the field of international law. There are challenges arising from conflicting legal cultures, such as differences in legal terminology, interpretation, and enforcement (sometimes, I will not be naïve and say those differences have been used for political advantage throughout history until modern days). Yet, there are the potential benefits that diversity brings, including the enrichment of legal principles, cross-cultural dialogue, and the fostering of intercultural understanding (what an “x” is sacred in this legal culture, while for another is cursed?).

Last but not least, a few words on my beloved discipline of law, being international law – though some lawyers always tease me and say there is nothing like “international law”. Why?

Well, International law is a set of written rules and oral, agreed principles that govern the relationships and interactions between sovereign states – which remain the main actors and founders of such international legal norms, international organizations, and sometimes individuals (like in the example of the European Union and its legal competence over us, European citizens). It is a system of law that operates at the global level (universal treaties, such as the United Nations Charter) or regional (Arab League, ASEAN, and more), and addresses issues that transcend national boundaries. International law encompasses various areas, including diplomatic relations, human rights, armed conflict (my work for NATO and other military institutions), trade, environmental protection, and more.

While international law shares some similarities with national law, there are key differences between the two:

Scope and Application:

International Law: applies to the interactions between states and, in some cases, individuals within the international community. It governs the conduct of states and provides a framework for resolving disputes between them.

National Law: It applies within the boundaries of a specific country. It governs the behavior of individuals, organizations, and the relationship between the state and its citizens – due to the primal principle of international law (still within the Westphalian order), being the principle of sovereignty.

Sources of Law:

International Law: derives from various sources, including treaties, customary international law, general principles of law recognized by nations, and judicial decisions of international courts and tribunals.

National Law: derives from the constitution, legislation enacted by the national legislature, regulations issued by executive bodies, and judicial decisions, and of course ratified international treaties being later implemented to the national order. Each country has its own legal system, which may vary in terms of sources and hierarchy of laws.

Enforcement Mechanisms:

International Law: They are primarily based on the consent of states, as there is no “sanction” as an element of a norm, unlike in a national norm with a hypothesis, a disposition, and a sanction. Disputes are often resolved through a separate treaty, diplomatic means, or by resorting to international courts and tribunals. However, enforcement can be challenging due to the above-mentioned principle of state sovereignty and the absence of a central executive authority.

National Law: is enforced by domestic legal systems, which have established courts, law enforcement agencies, and mechanisms for implementing and enforcing laws. Sanctions, fines, imprisonment, and other legal remedies are used to ensure compliance with national laws.

Last but not least, let's talk about Promoting Intercultural Dialogue and Legal Understanding:

To navigate the complexities of international law's diversity, fostering intercultural dialogue and legal understanding is indeed crucial. It is my personal and professional mission to make people aware of the various legal culture for the benefit of us all in peace and wartime. Thus, I am here among such an honorable audience promoting greater awareness and engagement with international law among the intercultural audience in Paris. What I do and what can be done more include educational initiatives, cultural exchange programs, and intercultural legal forums, which can facilitate cross-cultural learning, promote legal harmonization, and enhance legal consciousness.

Conclusion

International law, minding how weak and leaky it is, with its diverse legal cultures and multifaceted dimensions, poses both challenges and opportunities for individuals and societies worldwide. Recognizing the interplay between legal culture and legal consciousness is there extremely essential to navigating these complexities effectively. By fostering intercultural dialogue and promoting legal understanding, we can enhance cooperation and forge a path toward a more harmonious and inclusive international legal framework. As you, Ladies and Gentlemen - the intercultural audience here in Paris, France - embrace the diverse tapestry of international law, we can together create a more just and interconnected world.